



université

MENSUEL ETUDIANT DE LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE - 18^e Année - Mai 1972 - Numéro 174 - 1 Franc



POMPIDOU CONTRE LA FRANCE

le mouvement royaliste



LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE

Départements non cités et isolés :
Ecrire à la Nouvelle Action française
qui transmettra

PARIS ET REGION PARISIENNE

La Nouvelle Action Française
17, rue des Petits Champs - Paris 1^{er} (4^e ét.)
Tél. : 742.21.93

8^e et 17^e : permanence tous les mardis à
20 h. 45, Caves Petrissans, 30 Av. Niel.
9^e et 18^e : permanence tous les mardis de
18 h. à 19 h. 30, au café Le Carrefour, 99
rue Ordener.

10^e, 12^e, 19^e, 20^e : permanence tous les mardis
de 21 h. à 22 h., à la Mandoline, 2 Av.
Secretan.

3^e, 4^e, 11^e : permanence tous les mercredis à
20 h. 30, à la Brasserie Luneau, 6 Place de
la République.

16^e : écrire à Ph. Dillmann, 179 Av. de Ver-
sailles, Paris 16^e.

15^e : permanence tous les vendredis à 21 h.,
au Café des Sports, 24 rue Alain Chartier
(Métro Convention).

6^e - 7^e : écrire à Mlle A. Bellenger, 4 rue
Oudinot, Paris 7^e.

HAUTS-DE-SEINE :

Rueil : Pierre Brumeaux, 8, rue des Go-
dardes.

Bourg-la-Reine, Sceaux, Antony : permanence
le jeudi à 17 h., à la Faculté de Sceaux,
Bât. T.D., salle 316.

Saint-Germain : permanence le mercredi, de
18 à 20 h., au café « Le Prince de Galles »
(près de la gare).

SEINE-SAINT-DENIS :

J. Giraud - 109, av. du Président Wilson
93-Plaine Saint-Denis

VAL D'OISE :

G. Cordin - 8, rue Schaeffer
95-Deuil-la-Barre

VAL DE MARNE :

Permanence le jeudi à 15 h., au Café « Les
Cascades », à la Porte Dorée.

FEDERATIONS

NORD - PAS-DE-CALAIS

Permanence à Lille, 37, rue Alexandre Le-
leux (2^e étage), le samedi, de 18 heures à
19 h. 30, et le jeudi, de 18 h. à 19 h.

BRETAGNE

(Finistère, Morbihan, Côtes du Nord, Ille-et-
Villaine, Loire-Atlantique).

Mlle Yolande de Prunelé
Château de Trécesson, 56-Campeneac

Permanence le jeudi à 17 h., au local, 16.
rue de Châteaudun (1^{er} étage - entrée sous
le porche) à 35-Rennes.

Jean de Monneron - Bel Air - Auceleuc
22-Dinan

Cécile Hervouët, 1, place Graslin
44 - Nantes

M^{re} Yvon Pen, 63 bis, rue de Lyon
29 - Brest

Saint-Brieuc : le lundi à 19 h., au « Perroquet
Vert », 21, rue Pierre Le Gorrec.

DAUPHINE-SAVOIE :

Permanence le vendredi à 18 h., au local,
4, Square des Postes.

BOUCHES-DU-RHONE :

Marseille : Jacques de Crémiers c/Mme de
Peslouan, Le Corbusier 701, 13-Marseille (8^e)

Aix-en-Provence : permanence le jeudi, de
14 h. à 19 h., au local, 14, rue du Bon
Pasteur.

INDRE-ET-LOIRE :

Permanence le mercredi, de 17 h. 30 à
18 h. 30, au café de l'Univers (2^e étage).

AUBE

Jean-Marie Perez, 21 Bd Danton
10 - Troyes

HAUTE-GARONNE et départements limitro- phes :

Philippe Ricalens - Le Colombier
09-Saint-Lizier

MARNE :

Noël Noizet 8, rue Thiers - 51-Reims

DEPARTEMENTS

AISNE :

Mlle M.F. Coustenoble, 19, r. de Charleville
02-Hirson

ARDENNES :

J.-Pierre Helluy - 34, rue Porte-de-Bourgogne
08-Charleville-Mézières

ALPES-MARITIMES

M. Kervignac, 27, rue Aurélienne
06 - Cannes La Bocca

CHARENTES :

Philippe Thomas, B.P. 242
16-Angoulême-Nouvelle

GIRONDE :

J.-J. Boisserolle - B.P. 37
33.007 - Bordeaux-Cedex.

SARTHE :

Philippe Delaroche
12, place des Jacobins au Mans.

SEINE-MARITIME :

N.A.F. - S.C.I.C. - 39, rue de Fontenelle
76-Rouen

Jérôme Faure, 3, rue Marcel Ginouvier
76-Le Havre

VAR :

Fabrice O'Driscoll - « La Caravelle » - Route
de Pierre plane - 83-Bandol

HAUTE-VIENNE :

Permanence le mardi de 16 à 19 heures au
« Centre Turgot », 43, Cours Bugeaud, 87-
Limoges.

LOIRET :

Guy Lemaignan, 12, rue Eudoxe Marcille
45-Orléans

BAS-RHIN :

Permanence le mercredi à 20 h., au « Ca-
non », place du Corbeau à Strasbourg.

VENDEE :

François Guerry - 85 - La Copechagnière.

BULLETIN D'ABONNEMENT à renvoyer à A.F. Université, 17 rue des Petits Champs PARIS 1^{er}

Je demande à recevoir A.F. Université pendant an(s)

à compter du mois de et verse la somme de

21 F	normal	— 2 ans	
15 F	étudiant	— 2 ans	
12 F	normal	— 1 an	
9 F	étudiant	— 1 an	

(mettre
une
croix
dans la
case
correspon-
dante)

(majoration de 5 F pour un abonnement sous
enveloppe)

par :

chèque bancaire joint

chèque postal joint

(Paris 1918-59)

mandat-lettre joint

M. - Mme - Mlle NOM

PRENOM

RUE OU
LIEUDIT

N°

COMMUNE

DEPARTEMENT

Fait le à

Signature :





le grand dessein de pompidou

Il est évident que, pour Pompidou, le référendum a été un échec.

L'opération de politique intérieure qui consistait à rallier le courant centriste et à diviser plus nettement encore la gauche n'a pas réussi : les premiers s'aperçoivent qu'ils ont fait un mauvais calcul, les socialistes et les communistes reprennent leurs négociations, les syndicats tentent de relancer l'agitation sociale.

Quant à l'opération psychologique qui consiste à lancer l'idée européenne comme on jette de la poudre aux yeux, elle se traduit par une faillite non moins évidente. Sans doute

inconsciemment, le « peuple souverain » a refusé de cautionner une entreprise extérieure dont il ne discernait pas clairement tous les aspects. Plus précisément, les Français commencent à saisir l'équivoque démocratique, qui consiste à donner aux citoyens une liberté abstraite qu'ils n'ont pas les moyens d'exercer en les privant de leurs libertés concrètes.

Le référendum du mois d'avril constitue donc une vérification très complète de ce que l'Action française a toujours professé à propos du suffrage universel. Il ne fait pas de doute, d'ailleurs, que la leçon sera comprise par le pouvoir et que le référendum, longtemps présenté comme le moyen idéal de faire participer les citoyens à la vie publique, sera discrètement abandonné. Car c'est la seconde fois en peu de temps que les citoyens se refusent à décider de la mise en place de structures nouvelles (la régionalisation de 1969) ou à choisir une nouvelle orientation dans le domaine de la politique extérieure.

Il est toujours difficile de déterminer avec précision les motivations profondes des électeurs, mais on peut raisonnablement penser que ceux-ci reconnaissent implicitement que la politique extérieure est du ressort de l'Etat et de lui seul. N'est-ce point ce qu'a toujours affirmé l'Action française ? Et l'expérience maintenant très complète de la procédure référendaire ne montre-t-elle pas le caractère conservateur du suffrage universel, que Maurras avait mis en évidence ? En effet, il s'abstient ou répond par la négative lorsqu'on lui demande de choisir, mais répond *oui* lorsqu'on lui demande d'entériner une opération politique presque terminée (les accords d'Evian) ou lorsqu'une réponse négative de sa part placerait le pays devant le vide (référendum de 1958).

Ainsi, contrairement à ce que professent les démocrates, l'Etat ne peut jamais s'en remettre aux citoyens. Le pouvoir central aura donc toujours, dans des domaines limités mais essentiels, à définir et à orienter la politique de la nation. Encore faut-il qu'il en ait la capacité, ce que nous contestons lorsqu'il prend une forme démocratique.

L'expérience politique récente est donc riche de leçons qu'il importe de développer dans le cadre de notre combat contre les mythes démocratiques. Mais il faut également examiner l'attitude que le gouvernement adoptera dans le court terme, c'est-à-dire dans la perspective des élections qui doivent normalement se dérouler l'an prochain. En cette fin avril, la perplexité la plus grande règne dans les milieux pompidoliens. Après l'échec de la « Nouvelle société », après l'enterrement de la « participation » et les scandales de ces derniers mois, le pouvoir avait cru enfin trouver un grand dessein, qui, en mobilisant les Français sur une idée — fumeuse au demeurant, aurait permis de leur faire oublier leurs problèmes quotidiens. Les résultats médiocres du référendum réduisent à néant cette espérance et le gouvernement se voit forcé de mettre un frein à ses ambitions européennes, du moins pour un temps. Pour lui, il s'agit avant tout de durer, donc de remporter les prochaines élections. Ce qui ne sera pas facile depuis que les scandales financiers et fiscaux ont jeté le doute sur le personnel de l'Etat, et depuis que les scandales de la télévision ont jeté la suspicion sur un organisme qui était le meilleur instrument de propagande du gouvernement. Ce qui ne signifie d'ailleurs pas que la majorité actuelle soit battue d'avance : une série de mesures démagogiques ou une « grande peur » venant à point nommé peuvent faire pencher la balance en faveur du pouvoir. Mais surtout l'opposition, divisée, médiocre et totalement discréditée, ne reste-t-elle pas le meilleur atout du gouvernement ?

Au fond, le résultat des élections législatives nous importe peu puisque, dans toutes les hy-

pothèses, le pouvoir politique reviendrait à une classe politique qui, quelles que soient ses nuances, est incapable, incompétente et corrompue. Dès lors, on ne voit pas très bien quels changements décisifs elle pourrait apporter : les velléités d'un Mitterrand seraient réduites à néant par la fuite des capitaux, le pouvoir régional d'un Servan-Schreiber rapidement jeté aux oubliettes du fait des contraintes de la démocratie et l'on a peine à imaginer ce qu'un quelconque U.D.R. pourrait apporter de neuf.

Tout nous donne à penser que la classe politique sera contrainte de relancer l'idée européenne : le général de Gaulle a trop marqué notre vie politique pour que ses successeurs, qui ne disposent pas de son prestige, puissent se passer d'un grand dessein. L'idée européenne est là, qui est reçue de façon vaguement positive par de nombreux Français. Des tentatives contre l'indépendance nationale sont donc à redouter, un jour ou l'autre. Et il serait criminel d'attendre que le processus soit engagé pour réagir. C'est dès maintenant que nous devons lutter contre les mythes européens, c'est dès aujourd'hui que nous devons dénoncer impitoyablement le clan européiste et révéler le visage de l'Europe qu'il nous prépare.

Le combat pour l'indépendance nationale que la Nouvelle Action française a engagé au moment du référendum n'aura donc pas de cesse. Mais il ne devra pas nous faire oublier les problèmes concrets qui se posent chaque jour aux Français : à l'immobilisme d'un pouvoir qui ne réussit à durer que par la démagogie ou l'évasion dans les mythes répond l'inquiétude d'un nombre toujours croissant de nos concitoyens. Des mouvements de révolte sont à prévoir, qui traduiront leur volonté de lutter contre le capitalisme, la technocratie et l'inhumanité croissante des conditions de vie. Mais, comme nous l'avons souvent montré, ces révoltes ne peuvent déboucher sur aucune solution concrète tant que le régime démocratique demeurera en place et tant qu'aucune force politique ne sera en mesure d'y mettre un terme. Car, en l'état actuel des choses, il n'existe aucun fédérateur capable d'orienter des révoltes multiples et parcellaires vers un objectif commun : ni la gauche, trop profondément intégrée au système, ni le gauchisme incapable techniquement de rééditer le « coup » de mai 1968 et impuissant à élaborer un corps de propositions concrètes pouvant entraîner ceux qui veulent que « ça change ».

Aussi présomptueux que cela puisse paraître, nous seuls pouvons, à moyen terme, débloquer la situation. Nous disposons d'un corps de doctrine cohérent, et empiriquement vérifié, qui est susceptible d'entraîner l'importante fraction de l'intelligence française qui se prend aujourd'hui à désespérer. Nous disposons de la méthode qui nous permet de dégager des solutions concrètes aux problèmes de notre temps. Nous nous situons en dehors des appareils politiques classiques et pouvons dès lors entraîner ceux qui se rendent compte de leur inefficacité. Enfin, nous avons conscience que nous sommes à un tournant de la vie de notre nation et de l'histoire de notre civilisation. De vieilles querelles sont en train d'être oubliées, devant l'importance et l'urgence des problèmes à résoudre. Le débat, hier impossible, est devenu une réalité quotidienne. Il est essentiel pour nous de le mener à bien : que l'on saisisse le rôle essentiel du médiateur politique, que l'on comprenne la relation entre l'indépendance de notre nation et le bien-être de ses habitants, que l'on discerne dans la pensée dont nous sommes les héritiers les lignes de force de la cité de demain et tout peut changer. Cela dépend de notre intelligence, de notre ouverture d'esprit et de notre force de conviction.

Bertrand RENOUVIN

Montrer la triste réalité de la condition étudiante en 1972 ne procède ni d'un tempérament pessimiste ni d'une volonté de noircir à dessein la situation présente des diplômés, mais de faits certains et vérifiés, de chiffres et d'informations précises qui détruisent les rêves et les espérances. Essayons de brosser un tableau rapide de la situation des diplômés en 1972 (en oubliant volontairement ceux qui décrocheront ou non leur peau d'âne d'ici peu), avant d'esquisser les voies de l'avenir.

les jeunes diplômés en difficulté

Après quatre ou cinq années d'études dites supérieures, le jeune diplômé trouve-t-il une situation ? La réponse est capitale et concerne des milliers de jeunes : elle a des répercussions économiques, sociales et surtout politiques.

Nous posons aussi la question de la finalité de notre enseignement supérieur, de son fonctionnement, de ses fondements idéologiques. Les gouvernements poursuivent une politique de démocratisation de l'enseignement, c'est-à-dire qu'ils promettent à chacun l'accès au plus haut niveau en passant par le même moule. Le « technique » n'est qu'une voie de garage, un expédient dédaigné par la plupart de nos concitoyens.

Il y avait en Janvier 1972 mille sept cent cinquante jeunes diplômés inscrits à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE). Ce chiffre correspond à 1,7 % de l'ensemble des diplômés de niveau comparable d'une même année, il est proche du pourcentage global du chômage en France (1,6 %) (cf *Le Monde* du 15-1-72). On peut toujours contester les chiffres, les sources, mais on ne peut nier le fait d'un chômage réel et important chez les jeunes diplômés. Pourquoi cette situation ? « Parce qu'il y a trop d'étudiants, trop de diplômés, parce que les examens sont faciles » répondent les prophètes de malheur, nostalgiques du bon vieux temps où la possession d'un parchemin suffisait pour réussir. Cette réponse n'a que l'apparence de la logique et cache mal la peur de l'avenir, le refus de remettre en cause notre système éducatif ou l'aveuglement de ceux qui ne veulent voir que les effets secondaires sans rechercher les causes du mal. Les examens faciles ? M. Vedel a parlé des « assignats universitaires » après Mai 68 ; mais en 1972 le contrôle continu et le bachotage permanent nous empêchent de répéter et de généraliser une formule par trop circonstancielle. Y a-t-il trop d'étudiants ? Non, la France possède peu d'étudiants par rapport à ses voisins européens, et un pays industriel doit augmenter son capital intellectuel alors que les secteurs tertiaires et quaternaires se développent. Par contre les formes de notre enseignement sont périmées, les besoins mal connus, les individus prisonniers des habitudes.

Les chiffres de l'A.N.P.E., de l'A.P.E.C. (1), des bureaux de placement, des services de personnel montrent que la crise touche l'ensemble des disciplines aussi bien littéraires que scientifiques (par exemple les chimistes), même les élèves des grandes écoles (en raison de leur prix), de sciences politiques, des écoles de commerce. Cela se traduit par l'acceptation d'un emploi inférieur aux capacités et donc moins bien payé. Face à la réserve des chefs d'entreprises envers les universitaires, la plupart des jeunes ne savent pas « se vendre » par ignorance du monde industriel, par timidité. Les bonnes manières, les cheveux courts, la cravate ne vous lavent pas du péché de « Gauchisme » dont est soupçonné tout ancien étudiant ! Par contre, les diplômés des I.U.T. sont appréciés : ils ne sont pas contaminés par le maoïsme — pense-t-on —, et surtout ils sont moins payés, n'ayant pas le statut cadre.

Il faut tenir compte aussi de la conjoncture économique qui se traduit par la suspension des embauches dans de nombreuses entreprises.

université : inadaptation et sélection sauvage

par Patrick PLESSIS

On peut voir ainsi un centralien de niveau exceptionnel en chômage, des licenciés en sciences économiques engagés comme enquêteurs ; pour les filles, le phénomène est encore plus net. La concurrence des cadres « anciens » en chômage entre aussi dans les données du problème (10.000 selon la C.G.C.) en raison notamment des concentrations et réorganisations, en raison du nombre important de réformés ou exemptés du service national (25 à 30 %).

Finalement le jeune diplômé doit accepter un emploi inférieur à sa qualification, moins payé, ou rester chômeur. Cette prolétarisation par le sous-emploi devient la règle, conjuguée avec l'insécurité de l'emploi. En effet, le « cadre » devient un salarié comme les autres, exploité et licencié comme un O.S. ; beaucoup de cadres anciens qui s'étaient assimilés à leur entreprise — souvent en luttant contre les syndicalistes — se retrouvent à la rue après des années de fidélité.

le piège universitaire

Cela va-t-il continuer ?

Le phénomène ne peut que se poursuivre et s'amplifier, même s'il se manifeste sous des formes différentes, pour deux raisons principales.

— Le maintien du contenu et des formes anciennes de notre enseignement, notamment supérieur, inondera le marché du travail de diplômés peu utilisables, n'ayant souvent qu'une formation superficielle dans leur discipline « dominante », ou incomplète. Beaucoup d'entreprises répugnent à engager un universitaire par une politique à courte vue, ce qui freine l'embauche mais aussi le dynamisme industriel. C'est à ce niveau que l'on mesure l'inadaptation de notre système scolaire.

— La réalisation des projets du Ministère de l'Education Nationale sur le déroulement des études supérieures : le projet Vedel. Schématiquement, il s'agit de « casser » le flot des nouveaux étudiants qui entrent dans les universités par deux moyens : accomplissement du service national à l'âge de 18 ans pour tout le monde (suppression de la plupart des sursis), sélection aveugle à la fin des deux premières années d'étude, puis pour l'entrée en troisième cycle.

A) Le service national sera effectué désormais à l'âge de 18 ans, donc après le baccalauréat, pour la plupart des futurs étudiants, ce qui entraîne la suppression des sursis — sauf quelques exceptions (en médecine avec service prolongé).

Cette mesure provoque une coupure entre la fin des études secondaires au niveau du bac et l'entrée dans le premier cycle universitaire, ce qui aura certainement pour conséquence de décourager un certain nombre de jeunes d'entreprendre des études supérieures.

En effet, le service militaire d'une durée d'un an rompt le rythme des études et des habitudes de travail, qu'il sera très difficile de reprendre douze mois après. De plus le désir de s'insérer réellement dans le monde des adultes par le mariage, le travail est très sensible après le service militaire, signe de rupture avec la famille. Or il est certain que cette mesure aura de tels effets, notamment dans les milieux sociaux modestes, qu'elle incitera à rechercher un emploi ou une filière courte d'étude de type professionnelle. Derrière cette mesure il y a aussi la volonté de briser l'esprit de contestation le plus tôt possible : ce que l'on obtient à 18 ans, on ne l'obtient pas d'un étudiant sursitaire de 25 ans.

B) Le deuxième moyen consiste à remodeler le déroulement des études supérieures en introduisant des guillottes entre chaque cycle : tel est le projet Vedel, le type même du conservateur maléfique. Pour un temps, le projet de ce dernier a été retiré de la scène devant les grèves étudiantes que nous avons lancées ou soutenues activement. Il s'agit d'instaurer

PROJET VEDEL

- Etudes secondaires jusqu'au « bac ».
 - Entrée « libre » dans le premier cycle des universités : enseignement polyvalent et pluridisciplinaire pendant deux ans (50 % de la matière dominante, 50 % de matières au choix de l'étudiant).
 - Délivrance ou non d'un Diplôme d'études universitaires en : Droit, Sciences économiques, Lettres, Sciences, etc...
 - Examen « guillotine » pour entrer en troisième année dite année de Licence : seule année de véritable formation selon la discipline choisie.
 - Délivrance ou non de la Licence.
 - Examen d'entrée en 3^e cycle : Maîtrise (4^e année) après étude du dossier universitaire.
- N.B. : service national effectué à 18 ans.

un premier cycle polyvalent et pluridisciplinaire de deux années sanctionné par un examen guillotine dont le rôle sera d'éliminer le plus grand nombre d'étudiants attirés dans le piège universitaire. La troisième année, celle de la licence, sera suivie d'un nouvel examen pour entrer en troisième cycle, paradis des élus, et qui permettra d'atteindre un niveau honorable de connaissances.

Ainsi des milliers de jeunes étudiants vont perdre leur temps et l'argent de leurs parents dans un premier cycle pluridisciplinaire, vague prolongement du secondaire, où l'on pourra faire du droit assyrien, de l'informatique, de la



Fac de Sciences à Paris

philo et être titulaire d'un diplôme d'études scientifiques ! au bout de deux ans ! Que vaudra une licence en droit qui ne comportera en fait qu'une seule année d'études juridiques sérieuses ? RIEN, ou presque rien.

Envoyer des jeunes gens dans les facultés d'où ils seront exclus au bout de deux ans, ou de trois, ou qui seront possesseurs d'un vulgaire papier inutile, cela s'appelle au moins de l'escroquerie ! En fait, il s'agit d'un projet criminel puisqu'il porte atteinte à des dizaines de milliers de jeunes. L'avenir social, économique, politique de la France est en jeu. Imagine-t-on les conséquences d'un tel projet ? Quelle sera la vie de ces jeunes lâchement trompés par ceux qui prétendent nous gouverner, pense-t-on à leurs réactions ? NON, la démocratie s'en moque, elle fait voter... et modernise son équipement policier pour réprimer les troubles.

inventer l'université de l'an 2000

Contrairement à ce que pourrait penser tel ministre actuel, ou tel ancien ministre radical, nous ne demandons pas le retour des vieilles institutions même des plus respectables, nous ne nous battons pas pour défendre les îlots de résistance qui acceptent le régime en place, ni pour les « bons professeurs », ni pour les U.E.R. bien pensantes.

Pourquoi ? Parce que l'on ne réforme pas une institution secondaire sans réformer au préalable les institutions politiques, condition de son existence : « ...on ne construit pas sous un bombardement ». Parce que l'Université de demain ne peut plus être celle d'aujourd'hui, démodée et inefficace, la seule solution consiste à inventer le contenu et les formes de l'enseignement « universitaire » pour l'an 2000, l'enseignement « universitaire » pour l'an 2000, pour répondre aux besoins d'une société moderne et permettant un épanouissement des facultés de chacun. L'Université ne peut plus chercher à se perpétuer. Le monde change, les

sources de la connaissance se diversifient et sont à la portée du plus grand nombre, le Maître ne peut plus seulement dispenser un savoir, l'Élève n'attend plus tout de l'enseignant. Les formes de l'autorité évoluent aussi.

C'est pourquoi il faut permettre à la communauté universitaire de s'organiser librement en liaison étroite avec le monde économique, pour devenir un centre de rayonnement intellectuel.

Pour commencer — sur un plan très pratique —, le combat pour l'autonomie est un des jalons de ce renouveau en même temps qu'une remise en cause de l'institution bureaucratique appelée « Education Nationale ». L'autonomie ne consiste pas à attendre du pouvoir établi une délégation de pouvoir mineure ou folklorique, mais à arracher au ministère et aux conseils des libertés, des pouvoirs.

Comme nous le montrions récemment : « face au pouvoir établi, à l'« establishment » républicain qui s'homogénéise du fait de la convergence des stratégies légalistes dans le monde technocratique, il faut substituer la lutte pour les pouvoirs à la lutte pour le Pouvoir ». (Relire A.F.U. n° 172 « réflexions stratégiques sur les luttes universitaires »).

Dans cette perspective, il faut signaler la création d'un Comité d'Action pour le Développement de l'Autonomie (C.A.D.A.) qui déclare dans son manifeste des élus : « les universités se libéreront ou disparaîtront... Nous sommes amenés à rechercher des solutions immédiates et radicales... ».

Notons la présence de la liste « Fédération des Étudiants parisiens » qui demandait la décentralisation de la M.N.E.F. et l'autonomie de gestion lors des élections à la Mutuelle.

De telles initiatives ne peuvent déboucher que par le ralliement à notre critique globale du système éducatif actuel dont nous venons d'examiner l'un des effets.

(1) APEC : Association pour l'emploi des cadres.

Du nouveau à l'université

Le petit monde du « syndicalisme » étudiant commence à bouger. En réaction contre le manque d'initiative, certains élus dans les conseils et certains responsables syndicaux se sont réunis dans un Comité d'Action pour le Développement de l'Autonomie universitaire (cf. Figaro du 25/3/72). Ce comité (C.A.D.A.) a diffusé un Manifeste pour le développement de l'Autonomie d'où nous avons extrait certains thèmes qui nous laissent penser que les signataires, malgré leur appartenance à divers mouvements « modérés » ou « réformistes », commencent à évoluer vers quelques unes de nos positions :

— « Eus et responsables étudiants indépendants, mais non pas totalement apolitiques (car nous avons pu expérimenter que l'apolitisme authentique est un leurre pour qui veut agir), nous nous refusons à fonder notre action sur des critères préétablis et déterminés par des appareils bureaucratiques, coupés de la vie réelle des centres universitaires, soucieux avant tout de gérer un maigre capital électoral... »

— « L'échec (de l'autonomie) résulte pour l'essentiel de la conjugaison d'un facteur psychologique, à savoir l'existence d'une véritable conscience universitaire, et d'autre part d'un facteur institutionnel et politique, à savoir l'existence et la permanence du Ministère de l'Éducation Nationale, bureaucratique, irresponsable et centralisateur ».

Voilà qui est net ! Au moins dans la formulation. Est-ce à dire que le C.A.D.A. accepterait de faire campagne avec nous ?

— « Pour une autonomie réelle, pour une participation efficace des divers partenaires, pour la constitution d'institutions co-gérées, dynamiques et décentralisées, il est nécessaire de séparer l'Université de l'État centralisateur.

Les Universités se libéreront ou disparaîtront ».

On peut s'interroger cependant quant aux moyens qu'envisage le C.A.D.A. pour établir l'Autonomie. Reconnaissons cette lacune, cet organisme envisage une Journée Nationale où serait abordé le problème des moyens d'action et rédigée une Charte de l'Autonomie.

Les signataires appellent les Présidents d'Université, les Professeurs, les responsables étudiants, les élus locaux, les citoyens actifs et tous ceux que préoccupe la création d'Universités autonomes à se joindre à leur action.

L'œuvre de ce groupe est très ambitieuse. Mais nous saluons cette initiative qui se veut en dehors des cadres syndicaux traditionnels et qui semble constituer un centre de réflexion plus qu'un nouveau mouvement réformiste.

Elections à la M.N.E.F.

Chaque année ont lieu les élections à la Mutuelle Nationale des Étudiants de France (M.N.E.F.) qui gère la Sécurité Sociale des étudiants. Dans la région parisienne, la participation est toujours très faible comme l'ont montré les élections du 20 avril. Mais l'enjeu de ces élections est malgré tout important sur le plan politique.

La F.E.P. a l'originalité de présenter un programme d'action destiné à libérer la gestion administrative de la M.N.E.F. grâce à une décentralisation par la création d'agences autonomes pour chaque université.

Les « trucs » habituels ont permis la victoire de l'A.I.S. : 33 % des voix. L'U.N.E.F.-Renouveau (communiste) s'en sort péniblement avec 17 %, et la coalition modérés-extrême droite, pourtant préparée avec peine depuis des semaines, n'obtient que 9 %. La F.E.P., nouvelle-née, recueille 3,6 % des voix et dispose de 4 élus.

Mais la F.E.P. n'a pas dit son dernier mot !

Un mouvement politique de formation récente, la « Nouvelle Ecole », se remet à parler publiquement de l'eugénisme en en faisant le corps principal de sa doctrine à prétention scientifique. L'audience qu'il pourrait rencontrer auprès des gens non avertis, et les conséquences sociales funestes qu'il pourrait entraîner, nous incitent à exposer le contenu actuel de ce thème revenu pudiquement dans l'ombre de certains cénacles et laboratoires après la deuxième guerre mondiale.

Depuis Galton (1822-1911), l'eugénisme contemporain se présente comme le « projet d'améliorer l'espèce humaine en agissant directement sur sa reproduction ». Au niveau génétique, cette « amélioration » pourrait être obtenue par des mesures négatives, en évitant la naissance ou la reproduction des « individus tarés », et par des mesures positives, en favorisant la reproduction des « individus sains ». Depuis les temps les plus reculés, on trouve dans toutes les sociétés des coutumes ou des règles à effet eugénique. Le tabou de l'inceste est souvent interprété comme l'expression d'une « sagesse génétique », bien que cette interprétation ne rende pas compte de tous les faits connus.

Mais, dans le passé, seuls de rares Etats se sont dotés d'une législation eugénique proprement dite. Sparte en est un exemple fameux, non par sa réussite, mais par son échec : les Spartiates sélectionnés n'ont réussi à donner à leur ville ni le rayonnement d'Athènes, ni la gloire militaire de la Macédoine ou de Rome, qui n'avaient pris aucune disposition de ce genre. Cette expérience préfigure exactement les échecs des essais similaires faits en Allemagne, dans les pays scandinaves et dans certains Etats des U.S.A. entre les deux guerres, sous l'influence à la fois des idées de Galton et du nazisme. Dans tous les cas, ces pratiques eugéniques ne reposaient sur aucune base scientifique solide. Comment expliquer alors la vogue que retrouva l'idée eugéniste à partir de la fin du XIX^e siècle ? Et quels sont les faits nouveaux qui motivent sa relance aujourd'hui ? L'explication ne se trouve guère que dans la rencontre chez des esprits faibles de quelques théories et travaux scientifiques avec une certaine conception de l'homme et de la société.

la prétention

scientifique

L'eugénisme n'est en rien une doctrine scientifique, mais son projet se réclame bruyamment des théories biologiques modernes. Cette « meilleure connaissance de la nature et de l'homme » lui permettrait de « sortir du domaine de l'utopie où il était resté jusqu'au XIX^e siècle ».

Pour prétendre améliorer l'homme biologiquement, avec un minimum de sérieux, il faut tout d'abord être certain qu'il pourra changer et qu'on a les moyens de provoquer ces changements. Nos eugénistes affirment en chœur : « la Science nous a apporté cette certitude, la Science nous en donne les moyens ». Or, un savant américain nous rappelle que le progrès scientifique révèle sans cesse des problèmes beaucoup plus nombreux et complexes que ceux qu'il résout. Le malheur veut aussi que les idéologies et les préjugés rendent tentante et facile, à un moment donné, la confusion entre l'acquis scientifique réel, les théories ou hypothèses émises, et les rêveries ou les illusions. L'eugénisme en est une illustration particulièrement nette.

Tout change, donc tout évolue. Mais on sait aussi depuis Aristote que tout change en restant le même. Galton et ses successeurs s'emparent avec enthousiasme des thèses du Transformisme qui continue d'affirmer que toutes les espèces, au cours des âges, sont nées les unes des autres. Ainsi, la « sélection naturelle » de Darwin leur apporte la certitude de l'existence dans la nature d'un mécanisme au-

numéro 16 / janvier-février 1972 / 10 F
mélanges



EUGENIS
TOTALIT
ET BETA

tomatique assurant l'élimination des « inaptes » et la multiplication des « plus aptes ». On peut être stupéfait de voir à quelle prétention naïve et à quelle tyrannie obscurantiste une idéologie fausse, se rassurant par une fausse science, a pu conduire ces hommes, ignorants des mécanismes de l'hérédité comme de la nature humaine et grisés par l'utilisation des statistiques.

Le Transformisme, en dépit des affirmations dogmatiques, n'est toujours qu'une théorie séduisante que l'on s'acharne à vérifier depuis un siècle et demi, et que l'on finit par désespérer de démontrer. Pourtant, il y a eu un Acte Créateur ou il n'y en a pas eu. S'il n'y en a pas eu, il se trouve certainement un autre phénomène qui rende compte de la nature des êtres vivants. Rien n'autorise actuellement à affirmer que ce phénomène soit le Transformisme, qui en outre reste impuissant devant les problèmes de l'origine de la matière et du système nerveux de l'homme.

Certes, l'homme évolue. Sa longévité et ses performances physiques, et peut-être intellectuelles, l'attestent. Mais ces changements ne sont dus qu'à l'aménagement du milieu, grâce à la médecine sociale et à l'Ecole, et absolument pas à une action sur la reproduction. La régulation des naissances n'a eu aucune influence. Et l'Homme n'en reste pas moins un homme, et un chien, un chien, même s'il devient savant.

Or, on nous prétend que, la génétique moderne et la biologie moléculaire montrant comment le patrimoine génétique peut changer, et comment peuvent évoluer les formes des êtres vivants, il suffirait alors d'extrapoler pour prouver l'Evolution.

milieu

et hérédité

La patiente progression de la biologie a réduit en poudre l'hypothèse de l'hérédité des caractères acquis. Le lamarckisme qui rendait la seule action du Milieu responsable de la modification héréditaire des anatomies est

maintenant abandonné. Il n'en a pas moins fait l'objet, dans le passé, d'innombrables affirmations pontifiantes. Quel peut être alors le principe qui préside à l'apparition des espèces ?

Nos eugénistes le trouvent dans les récentes découvertes de la biologie moléculaire. Pourtant, toutes les constructions logiques qui tentent d'expliquer l'Evolution à partir de ces découvertes s'effondrent par quelque endroit. La biologie moléculaire nous décrit un mécanisme universel et rigoureux dont l'effet est de maintenir invariantes les fonctions et les structures d'une cellule au cours de ses multiplications. N'extrapolons pas tout de suite, sinon on aboutirait à un désastre ! En effet, la recombinaison génétique qui a lieu au cours des méioses et au moment des fécondations assure une certaine variabilité entre les individus au sein d'une espèce. Mais rien ne prouve qu'un œuf de canard puisse donner autre chose qu'un caneton. Tout ce que l'on sait tendrait même à prouver le contraire.

« Mais, nous dit-on, vous ne tenez pas compte des mutations ! Les mutations sont des modifications du patrimoine génétique, donc peuvent se transmettre héréditairement. Ainsi en est-il pour l'évolution : des mutations favorables dans un milieu donné ont dirigé la synthèse de nouvelles structures cellulaires qui se sont manifestées par des espèces nouvelles ».

Ceci, c'est du roman. Les mutations que l'on connaît ont pour caractéristiques d'être rares et localisées, individuelles et accidentelles. Elles apparaissent généralement comme une perte de caractères : on connaît des bactéries devenues incapables de synthétiser tel acide aminé, des poules au cou déplumé, des moutons aux pattes raccourcies, des vaches sans corne. Ces êtres vivants n'en restent pas moins des bactéries, des moutons, des vaches.

Jacques Monod, dans le *Hasard et la Nécessité*, expose avec rigueur certains mécanismes fondamentaux de l'invariance de la synthèse des protéines et de sa régulation, de la formation spontanée de certaines structures cellulaires, par exemple par cristallisation : mais son imagination pré-orientée l'amène à s'envoler ensuite dans une tentative d'explication de l'Evo-

ME AIRE IL HUMAIN

par Patrice de CREMIERS

lution. Au cours des âges, les changements seraient apparus sous l'effet du hasard grâce aux mutations qui perturbèrent ainsi le patrimoine génétique, formé lui aussi par hasard. Le pourvoyeur créateur de ce hasard divin ne serait limité que par deux choses : les mutations doivent être acceptables pour le « projet » dont sont douées les protéines cellulaires, et les produits du hasard sont soumis au crible de la sélection naturelle. Cette théorie est assez faible : on conçoit difficilement qu'à l'origine la formation de la matière vivante ait pu se faire au hasard tout en étant « douée d'un projet ». Ensuite, la nécessité du maintien de la cohérence du « projet » rend totalement invraisemblable la possibilité de réalisation des changements par les mutations. Car il faudrait admettre dans la descendance d'un individu la rencontre continue d'innombrables mutations toutes créatrices, toutes d'accord, sans contrariété. Ceci relève de la pure rêverie. De plus, on voit mal la qui pourrait être le « Directeur de projet ». La sélection naturelle ? Mais ce n'est pas un agent constructif. Le milieu ? Ce n'est plus admissible. La « Nouvelle Ecole » reconnaît elle-même que l'environnement, dans la meilleure hypothèse, ne pourrait qu'« empêcher la réalisation des potentialités contenues dans le moule de l'Hérédité ». En partant du certain, du solide, des connaissances des mécanismes de l'Hérédité, on est contraint de concevoir la question de l'Evolution comme une ratée gigantesque, de l'erreur phénoménale tenace, résultant d'une avalanche de grains de sable. Tant que l'on n'aura pas découvert autre chose, on ne pourra pas nous empêcher d'affirmer catégoriquement que l'Evolution proposée jusqu'à présent est absurde, est incapable de rendre compte de la variété, de la complexité, de l'organisation, de la richesse, et même du luxe gratuit (cf certaines fleurs) des êtres vivants.

« Mais le temps ! Avec le temps » !
Avec le temps, tout s'en va. Il érode les montagnes et les monnaies. Avec le temps, tout se construit. Le temps est la vie et la mort. Rendre le temps responsable de la prodigieuse activité créatrice de l'Evolution, ne veut strictement rien dire.

Alors ? Le mutationnisme déjà peu convain-

cant, perd toute crédibilité en raison de la nécessité des mutations congruentes. Un savant russe, après avoir travaillé toute sa vie sur le système nerveux, déclarait : « Il y a autant de différence entre les systèmes nerveux du singe et de l'homme qu'entre une goutte d'eau et un océan ».

La science ne permet donc toujours pas d'affirmer le Transformisme. Tout ce que l'on peut dire, c'est qu'il y a autant de chances pour que l'homme descende du singe que pour qu'un singe placé devant une machine à écrire reconstitue toutes les œuvres d'Alexandre Dumas. Sans faute.

L'ennui, c'est que l'angoisse devant le vide résultant du rejet global du créationnisme crée un impérieux besoin de se rassurer, et un désir forcené de parvenir à maîtriser la nature humaine en dominant son destin.

sélection et techniques

biologiques

La Sélection, voilà le grand génie bienfaisant de la nature. Depuis longtemps, les hommes ont sélectionné les espèces végétales et animales qui les entouraient afin d'améliorer leurs rendements. Depuis le XIX^e siècle, la sélection des animaux domestiques en particulier a fait d'énormes progrès et l'on est parvenu parfois à des résultats remarquables. Mais c'est à Vacher de Lapouge que revient la honte d'avoir le premier réclamé l'application de la sélection zootechnique à l'homme. En effet l'homme n'étant qu'un animal, puisqu'il descend du singe, n'est qu'un ensemble de réactions physico-chimiques dirigées par les gènes. Appliquons donc les techniques éprouvées de l'amélioration génétique des animaux et nous obtiendrons des merveilles.

Pourtant l'obtention de super-hommes dans des haras humains n'est qu'un doux rêve de science-fiction, qui devient atroce lorsqu'on considère les piteux résultats des essais hitlériens. Il faut vraiment être un « crustacé pseudo-scientifique » pour concevoir une zootechnie humaine. Le sélectionneur animal est aux prises avec un problème difficile qui est le choix des reproducteurs. Il sait que sa sélection sera d'autant plus efficace qu'elle s'appliquera à un plus petit nombre de caractères les plus simples possibles. Il sait aussi qu'il ne peut pas obtenir tous les caractères à la fois, que certains caractères sont statistiquement très « héréditaires » et d'autres moins. Mais pour l'homme on ignore le but recherché ! Et comment le déterminer ! Où se situe le mieux de l'homme ? Qui peut dire qu'il connaît la valeur toute entière d'un individu ? L'idéal humain, c'est quoi ? C'est Einstein, l'ouvrier-robot, Lamartine, Picasso, Marcel Cerdan, Mao, Hitler ou le major de Polytechnique ? Ce sont les héros et les saints ? Mais on n'est pas plus avancé pour autant. Ils sont légion et tous prodigieusement différents. Il n'y a pas de modèle unique. Et dire dans ce cas qu'il faudra, « pour respecter l'équilibre » (!), produire de courtes séries de chaque type, est une plaisanterie dérisoire. Imagine-t-on la complexité inouïe des interrelations entre les innombrables facteurs mal connus qui forgent au fil des ans un fort en thème, un fort en casserole ou un fort en rime ? Et Jean Rostand a beau dire qu'« avec la semence d'Einstein on aurait pu faire des certaines d'Einstein », il le dit au conditionnel et ne dit rien de celle de Napoléon ou de Curnonsky. Enfin nous aimerions bien que se lève un coin du voile pudique jeté sur cet impersonnel. Qui va sélectionner ? Les savants, les médecins, l'Etat ? Si c'est moi, je suis tranquille. Je m'arrangerai pour qu'il y ait partout des interprètes merveilleux de la Traviata. Si c'est vous, pas d'accord !

Le fait qu'existent ou pourront exister des techniques biologiques permettant d'agir sur la garniture génétique des individus est étranger à la question : l'existence de la bombe atomique n'intervient en rien pour savoir s'il

faut l'utiliser ou pas. De plus, remarquons avec Dobzhansky qu'« il est imprudent de tenir une découverte pour acquise tant qu'elle n'a pas été faite ». Aussi peut-il paraître léger d'affirmer comme la « Nouvelle Ecole » : « les chercheurs savent désormais quelles sont les lois qui président à l'élaboration du génotype et connaissent la façon dont le stock héréditaire est transmis... Les progrès de la biologie permettent la sélection humaine ». Et on n'a toujours pas réussi à produire une sur-vache ! Tout au plus y a-t-il maintenant des vaches sur-laitières. Alors le « surhomme »...

les conceptions

philosophiques

L'analyse du phénomène eugéniste nous oblige à considérer sa référence à la Science à la fois comme un prétexte abusif et une tentative de justification rassurante d'une idéologie pré-existante.

Cette idéologie serait ennuyeuse à exposer ici, tellement elle est devenue courante et vulgaire, si elle n'avait pris quelques couleurs particulières chez nos Eugénistes.

En effet, c'est à un courant de pensée très ancien, pour ne pas dire fossile, que se rattachent les conceptions générales de l'Eugénisme. Depuis Héraclite, il y a toujours des hommes atteints de cécité partielle, ne voyant qu'un aspect des choses, et affirmant le Devenir, le changement permanent comme la seule réalité de l'Univers. Mais à l'époque contemporaine, cette fausse conception moniste a été habillée de différentes façons, selon les goûts : Le Progrèsisme est une pseudo-religion moralisante du changement, avec l'espérance messianique du Paradis sur terre. Le Marxisme est une pseudo science matérialiste du changement, avec l'espérance messianique de la Société sans classe. L'Evolutionnisme est une pseudobiologie matérialiste du changement, avec l'espérance messianique du Surhomme.

On ne peut s'empêcher de sourire de la naïveté désarmante avec laquelle la « Nouvelle Ecole » assure « l'opposition diamétrale » des deux interprétations de l'Histoire données par Galton et par Marx. Tout au contraire, elles sont cousines germaines. Elles procèdent toutes deux des mêmes conceptions générales de l'homme et de l'histoire. Elles aboutissent enfin au même totalitarisme inhumain, vain et rejeté, ou en voie de l'être, de façon sanglante partout où il a été plaqué, de force, sur la réalité par des idéologues irresponsables. On comprend aisément pourquoi les nazis Est-Alle-

AF université

Amitiés Françaises Universitaires
Edité par S.N.P.F.

17, Rue des Petits Champs
PARIS 1^{er}

Directeur : Michel Ledoyen
Directeur de la publication :
Yvan Aumont

Abonnement d'un an :
12 F — Etudiants : 9 F
De deux ans :
21 F — Etudiants : 15 F
C.C.P. A.F. Université Paris 1918-59

Société de Presse Berrichonne
5, Rue Macdonald, 18 - Sancerre

mands ont réussi si facilement leur conversion au marxisme soviétique.

Les eugénistes professent en effet un matérialisme épais, qui pour être bio'ogique, n'en est pas plus scientifique. Pur agrégat de molécules, disent-ils, l'homme n'est qu'un complexe de réactions physicochimiques, et les seules différences entre les hommes sont d'ordre génétique et biochimique. Comme nos ancêtres, les singes ! Mais même les jeux de mots et les phrases-choc de Jean Rostand n'arrivent pas à masquer l'insuffisance et la faiblesse de ces affirmations depuis longtemps inscrites au catéchisme marxiste. Pourtant, plusieurs savants pensent maintenant que la science authentique conduit à se demander de plus en plus s'il n'y a pas dans la nature autre chose que de la matière, et que le scalpel de plus en plus fin laisse entrevoir une autre réalité au-delà des molécules. Sans pour autant que ce soit le Hasard. En tout cas, on voit difficilement comment démontrer que les sentiments, la liberté, l'intelligence et la conscience de soi, entre autres, résultent de simples processus biochimiques.

Mais ce matérialisme biologique aggrave son cas en adhérant sans réserve à la religion de l'Evolution. Et cette Evolution est assimilée tout bonnement à un Progrès aussi majuscule qu'inexistant. Ce Progrès, conçu ici comme « biologique », n'est jamais défini. Et on ne sait toujours pas quels sont les critères qui permettent de l'apprécier.

Les historiens et les sociologues ont montré depuis longtemps qu'il était vain de chercher chez l'homme une direction unique, un sens obligatoire. L'histoire nous montre plutôt une suite de flux et de reflux, de va et vient, sans loi générale, sans périodicité, des progrès divers, pluriels et minuscules, mais aussi des régressions. Nous connaissons certaines lois particulières qui président à la grandeur ou à la décadence de certains objets particuliers. Même en faisant des efforts, on n'arrive pas à voir poindre à l'horizon une quelconque Loi de Progrès de l'humanité. Les rêveurs et les frustrés devraient chercher autre chose pour s'épanouir.

Or cette Foi viscérale en l'Evolution s'alarme maintenant des effets prétendus funestes des réalisations humaines. Les mécanismes « naturels », nous dit-on, ont été violés par l'homme, et spécialement grâce à la médecine qui permet maintenant aux tarés et aux anormaux de vivre et de se reproduire, alors que jadis la sélection naturelle les éliminait. Et on brandit le spectre de la « dégénérescence de l'espèce humaine », de la « ruine biologique », d'une « déchéance génétique », de l'« augmentation du nombre des tarés ». Quelles observations, autorisent de telles affirmations ? On ne sait pas. Dobzhansky glisse dans son discours que « le fardeau génétique augmente probablement de génération en génération », mais ne prouve rien. Sans nier l'importance et la douleur des maladies héréditaires, on peut, jusqu'à plus ample démonstration, penser que les hommes d'Apollo et de la chirurgie génétique n'ont rien de dégénéré. « Mais l'homme a violé la nature ! ».

Quelle nature ? L'homme au cours des siècles a passé son temps à agir sur son milieu, à aménager son environnement selon ses besoins et ses goûts. C'est sa nature...

Ainsi, tous les concepts fondamentaux de l'Eugénisme restent au moins vagues, incertains, confus, se traduisant nécessairement par réaction, en une Foi sentimentale, grosse d'un fanatisme aveugle. Darwin est ainsi promu en nouveau Moïse, et les îles Galapagos en succursale du Sinai.

conceptions

socio-politiques

Le plus grave, c'est que sous couvert d'un scientisme patelin, les gens de la « Nouvelle Ecole » tentent doucement d'attirer le public vers des conceptions sociopolitiques inacceptables. Le glissement sournois est très net. On commence par s'alarmer avec générosité du sort des « gens anormaux, malades, tarés, malingres, difformes, débiles, souffreteux, chétifs, invalides, déments et laids ». Puis de ces ad-

jectifs biologiques ou médicaux déjà complexes, on glisse insensiblement à la stigmatisation des « mauvais, des faibles, des inaptes, des ratés sociaux et des inintéressants ».

On ne parvient jamais à nous expliquer ce que signifie biologiquement le concept de « doué ». On ne nous indique jamais ses critères ou son étalon permanent. Qu'importe ! Les superlatifs tout aussi dénués de sens pleuvent ensuite, et on passe allègrement à des problèmes beaucoup plus complexes. « Les plus doués et les meilleurs » forment l'Elite qui constitue la « valeur » d'un groupe humain. La « concurrence des peuples » fait prévaloir « les races les mieux douées ». Et l'on réclame l'établissement de la politique d'une nation sur des bases biologiques, avec une sélection des meilleurs pour guider le peuple, et une stricte hiérarchie sociale calquée sur la « hiérarchie biologique ». On croirait lire *Mein Kampf* ! Pourtant un reste de pudeur empêche encore la « Nouvelle Ecole » de citer Hitler.

Derrière leur charabia scientifique, les gens de la « Nouvelle Ecole » ruminent tous les thèmes du nazisme. Ils ont le même racisme viscéral, la même conception méprisante des classes sociales dites « inférieures », le même élitisme rigide et arbitraire. L'assimilation des « anormaux biologiques » à la « lie de la population » et au « prolétariat révolutionnaire » est une fadaise injustifiable.

Le monde a déjà fait la sanglante expérience de toutes ces fantaisies totalitaires et criminelles. Le contenu actuel d'un certain eugénisme limité aux embryopathies nous fait espérer une amélioration des diagnostics in utero et des traitements grâce aux progrès de la génétique. Mais cela ne nous masquera pas l'imposture d'une foire biosociopolitique aux accents wagnériens, conduisant à l'asservissement des peuples, traités et « guidés » comme des troupeaux. Comment peut-on se laisser tromper par ce ramassis de vieilles lunes du XIX^e siècle obscurantiste, porteuses d'une effroyable tyrannie et pourvoyeuses de charniers ?

L'Action Française

Le 23 avril vous avez dit non à l'Europe apatride. Vous direz oui à la France en venant défilér pour

Jeanne d'arc
dimanche 14 mai à 9 h. 30

Tous place Maurice Barrès. Carrefour rue Cambon, rue Saint-Honoré, Métro Madeleine ou Concorde.

Juillet - Août - Septembre

Camp Royaliste 2^e quinzaine de juillet
Sessions d'étude réparties sur les trois mois

Renseignements à la Nouvelle Action française, 17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, tél. : RIC. 21-93.





des chanteurs en pays de France

Au-delà des chansons à succès, véhiculées par les mass-media et intégrées aux valeurs du jour, la France possède des personnages capables de faire vibrer n'importe quel instrument, ancien ou moderne, et ceci pour la plus grande joie de l'auditeur.

— Alan Stivell (1) nous en donne le meilleur exemple. S'attachant à redonner une nouvelle vie aux instruments celtiques, il crée pour eux, en breton du XX^e siècle. Il interprète les chansons anciennes de son pays, tel Silvestrig, cette chanson de conscrit du début du siècle dernier, en bonne place au « hit parade » des chansons modernes. Il chante la Bretagne comme lui seul peut la chanter, accompagné de sa harpe celtique ou de sa bombarde ; il nous parle de la mer, du ciel, ceux que l'on voit depuis les côtes bretonnes.

Se voulant créateur, Alan Stivell sort un disque sur la renaissance de la harpe celtique et nous montre la créativité que l'on peut rendre aux vieux instruments. Il juge avec raison que les bases du « folk-song » sont empreintes d'influences celtiques. Il s'en prend aux pseudo musiques modernes. N'est-ce pas au « Pop Club » de José Artur qu'Alan fit l'un de ses plus gros « tabacs », rappelé trois fois, enthousiasmant les « moody blues » invités d'honneur de l'émission ?

En écoutant ces disques, le temps passe si vite qu'on aimerait déjà pouvoir en écouter d'autres d'Alan Stivell. Nous lui faisons toute confiance pour faire apprendre et connaître au peuple de France qu'il est possible de créer tout en partant des instruments traditionnels.

— « Jeanne d'Arc, on connaît bien », pourrions-nous dire. Et pourtant on la découvre dans le dernier 33 tours de Greame Allwright (2). Héroïne pacifique chassant l'Anglais hors de France, elle a laissé au monde l'exemple du courage. Les deux auteurs, Léonard Cohen et Greame Allwright, nous font revivre la guerre de libération nationale, déclenchée par Jeanne de libération nationale, dans ce qu'elle a d'inquiétant haïssait la guerre dans ce qu'elle a de juste. Allwright nous donne sur l'autre face un long, trop long réquisitoire et sa base de musique moderne finit par nous faire réclamer la fin de cet excellent disque, surtout pour sa première face.

Il n'en reste pas moins vrai que cet Australien vivant en France nous permet d'entendre un disque d'un qualité rare aujourd'hui.

— Ailleurs, Georges Brassens est supplié de ne pas entrer à l'Académie. J.-Marie Vivier (3), lui, a choisi la chanson rive gauche pour nous parler de la société, avec appui de l'orgue électronique. Les chrysanthèmes se transforment en message : se voulant transmetteur d'amour, Jean-Marie détruit nos fleurs de la Toussaint, et puis il nous parle de cette vie affreuse que leur réserve la société. D'étranges oiseaux planent au début de ce disque pour

finir sur tous les bienfaits qu'apporte l'argent.

Merci Jean-Marie de nous permettre d'entendre l'apport des ondes martenaux dans la chanson, appuyant avec soin tout ce que la voix humaine produit. N'est-ce pas Jehan Jonas, l'auteur d'une bonne part des chansons de ce disque qui remercie Vivier en ces termes :

« C'est la rencontre de la ligne et du verbe
Je suis la ligne et tu es le verbe
On a tiré un trait et c'était le même
J'ai enregistré et c'est ta voix que
J'ai entendu, Jean-Marie ».

On écoute, puis on l'écoute encore. L'heure passe. Qu'importe, puisque l'on respire enfin quelque chose qui n'a pas le goût de l'habituel !

— Un autre Breton vient de sortir un disque Vivre sans Paris, vivre à la terre. Glenmor (4) nous raconte de nouveau sa haine dans un grand disque se voulant de plus en plus contestataire. Glenmor, sans quitter la chanson bretonne, entre violemment dans la politique. Tu ne feras pas pleurer Paris, mais tu réussiras

peut-être à faire connaître aux autres Français de nos provinces ta Bretagne.

Tu nous donnes encore la preuve d'une créativité qui « accroche » le public. Haïssant le curé, tu nous permets d'entendre de magnifiques ballades en l'honneur du Christ. Et tes paysans qui avancent dans la glèbe ne seront pas seuls ; des dames aux longues traines les accompagnent tout au long de tes chants.

Créateur bien au-dessus des chanteurs polluants de notre horizon sonore, Glenmor, troubadour du XX^e siècle, a encore bien des surprises à nous faire connaître.

Ecoutez ces disques, qu'ils s'appellent Alan Stivell ou Glenmor, Jean-Marie Vivier ou Greame Allwright. Aucun ne se veut royaliste. Et pourtant, par bien des côtés, il font revivre un pays que l'on connaît bien.

FRANÇOIS.

- (1) Alan Stivell, disque Fontana 6 312 0211.
(2) Greame Allwright, disque Mercury 64 59104.
(3) Jean-Marie Vivier - SFP - 14003.
(4) Glenmor - Le Chant du Monde - LDX 744.881



Adressez vos commandes à la **nouvelle librairie d'Action française** — 17, rue des Petits-Champs, 75 - Paris 1^{er} — accompagnées de leur montant (C.C.P. NAF 642-31).

tee-shirt-naf monarchie libertés

Imprimé en orange sur maillot blanc

prix 15,00 F 18,00 F franco

Fiches d'études doctrinales et techniques d'Action française :

1) La philosophie politique 2,50 F 3,00 F franco
2) La science politique 1,50 F 2,00 F franco

La N.A.F. et le gauchisme 2,00 F 2,50 F franco

Pays réel, pays légal 2,00 F 2,50 F franco

Didier Béraud

Les Maisons de la Culture ont été la grande idée du Ministère des Affaires Culturelles sous Malraux. Une des dernières à être lancée en 1968, la Maison de la Culture de Grenoble, est aussi celle qui incarne le plus, notamment par son architecture d'avant-garde, l'idéal des « nouvelles cathédrales ».

Une Maison de la Culture, ce n'est pas, comme on a pu le dire « un théâtre plus un snack-bar », et celle de Grenoble concentre en son sein outre trois salles de spectacle, bibliothèque, discothèque, garderie d'enfants, galeries d'art, salles d'exposition, restaurant, etc..., qui en font un complexe culturel produisant plus de 800 manifestations dans l'année.

Ancien comédien du Théâtre National de Strasbourg, le directeur de la Maison de la Culture de Grenoble, Didier Béraud, est à la tête d'une équipe de plus de 80 personnes et gère un budget de 5.360.000 F dont 3.500.000 proviennent des subventions de l'Etat et de la Municipalité.

C'est un de ces « Français actifs » dont l'action contribue à modeler l'idéologie dominante et dont l'opinion ne saurait laisser indifférent un mouvement dont la stratégie passe par la conquête de l'« intelligence ».

A.F.U. : Vous êtes le Directeur d'une des Maisons de la Culture les plus connues sur le plan national. A votre avis, cette institution peut-elle modifier profondément les rapports des gens entre eux, et des gens avec leur environnement ?

D. BERAUD : A l'inverse de beaucoup de nos contemporains, je pense qu'on ne peut pas séparer le fait culturel de ce qu'on appelle le patrimoine ; la dissociation est impossible, totalement artificielle.

Quiconque exerce un pouvoir dans le domaine culturel et artistique, même limité, ou, comme c'est mon cas, par délégation, ne peut ignorer que le patrimoine est commun. Commun par essence ; il est donc légitime, avec tous les échecs et difficultés que cela comporte, de faire en sorte qu'il soit mieux partagé, même par ceux qui en ignorent ou en nient jusqu'à l'existence. Le problème est que, en raison de ses origines et de ses expériences, chacun conçoit différemment la part du patrimoine qu'il prétend cultiver et étendre à tous.

C'est pourquoi je n'introduis pas dans le souci de partage, l'idée d'un circuit hiérarchisé où des gens détenant le patrimoine seraient chargés de le distribuer à ceux qui ne l'auraient pas. Je crois que des personnes dont le niveau de culture paraît très élémentaire par rapport à d'autres détiennent une part du patrimoine qui, en valeur absolue, n'est ni meilleur ni pire que ceux qui en ont une plus abondante ou plus diversifiée. Le principal est que le patrimoine circule et soit mieux partagé. Peut-être est-ce là une utopie ?

Je ne peux pas concevoir que le patrimoine soit établi une fois pour toutes, et qu'il soit une sorte d'héritage transmis de génération en génération et qui serait stabilisé. On peut se contenter d'attendre que le patrimoine prolifère spontanément ; je crois qu'on peut contribuer à son accroissement et à son renouvellement ; et si, par ailleurs, des pans entiers disparaissent, ce n'est pas aussi préoccupant qu'on le croit généralement.

Il faut que le patrimoine vive : c'est l'objet de la relecture. Tout est permis en la matière, à condition que celui qui effectue cette relecture ait une capacité à agir sur celui avec qui il communique et réciproquement. Brecht a dit, une fois pour toutes, la seule chose que l'on puisse dire là-dessus : « *Wer kann, der kann* » (Celui qui peut, il peut).

J'ai vu des spectateurs s'indigner de la façon dont on a pu jouer, par exemple, Les

Précieuses Ridicules sous prétexte de trahison. Mais n'est-ce pas la tradition qui a trahi Molière ? Quand on lit les témoignages de l'époque sur la façon dont Molière jouait ses propres pièces, on est bien tenté de l'admettre. Je ne dis pas que la tradition a tort, mais la changer n'est pas commettre un crime, bien au contraire...

A.F.U. : Toute relecture est-elle nécessairement recherche de rupture vis-à-vis d'un patrimoine ?

D. BERAUD : Le meilleur moyen d'entretenir des rapports avec un patrimoine est-il de l'agresser constamment, d'en faire des ruines ? Toute agression suppose un intérêt pour l'objet agressé ; le pire est l'indifférence. Je ne considère pas qu'il soit grave que des pans entiers tombent dans l'oubli, car le patrimoine n'est pas la somme de ses éléments. Mais nier le patrimoine, c'est-à-dire le terrain dans lequel on a poussé, me paraît aberrant, aliénant et suicidaire.

A.F.U. : Ne doit-on pas distinguer deux problèmes : celui de l'auditoire qu'il s'agit d'élargir et celui de la qualité. A notre avis, la notion de culture populaire n'est pas contradictoire avec celle de qualité.

D. BERAUD : Le respect de la qualité d'une œuvre ou de la personnalité de qui l'a conçue est la moindre des choses, le minimum de loyauté exigée par la morale personnelle et professionnelle. Mais vouloir défendre la notion abstraite de qualité n'est qu'un principe assez artificiel ; le problème est de savoir en quoi consiste cette qualité, et quelle démarche y est attentatoire.

Il n'y a aucune raison pour que le partage du patrimoine se fasse aux dépens de la qualité, tout le monde est d'accord là-dessus. Mais la dialectique élitiste/populaire est plus complexe. Je crains la défense sommaire de cette notion de qualité abstraite, car elle est un bon moyen pour des gens qui se jugent comme l'élite d'imposer finalement une certaine conception de la mode.

A.F.U. : Peut-il y avoir une culture régionale ? Et avez-vous pensé travailler dans ce sens-là ?

D. BERAUD : Je paraîs très contradictoire, mais à ce point de vue, j'ai conscience d'être réactionnaire. Il faudrait pouvoir, en Charente, en Alsace et ailleurs, apprendre à la fois le français et le dialecte. Le langage n'est ici qu'un symbole : l'éducation devrait permettre de parler plusieurs langages au sens essentiel du terme.

Sans aller jusqu'à parler avec Laffont et Lebesque de néo-colonialisme, je suis d'accord avec eux pour convenir que la capitale fait peser un rapport de tutelle trop contraignant sur le territoire, et je ne vois pas pourquoi l'ensemble du territoire avec ses personnalités diverses n'accéderait pas à la majorité.

J'ai été frappé, à un âge de réflexion, par le fait que la « matière première » de province est finalement, d'une manière ou d'une autre, surtout sur le plan de sa valeur essentielle, transportée par des voies directes ou indirectes, volontaires ou non, vers la capitale où elle est traitée et réinjectée dans des circuits de concentrés purement mercantiles. Par exemple, Brassens, personnalité sétoise, est aspiré par la capitale et n'est redistribué dans le pays et même à Sète que par des circuits mercantiles.

Je vois mal d'ailleurs comment on pourrait y échapper, mais il y a là un système profondément choquant.

A.F.U. : Etant régionalistes et anti-libéraux, nous comprenons ce souci de libérer l'intelligence des « forces de l'or ».

D. BERAUD : Je sais que j'ai l'air d'aller dans votre sens, bien qu'on m'ait souvent qualifié de libéral (ce n'est pas un compliment, mais plutôt une critique que l'on me porte...). Je ne vois pas comment, dans la profession que j'exerce actuellement, je pourrais avoir une démarche qui ne soit pas électorale ; je ne m'en félicite pas car je n'aime pas l'éclectisme.

J'ai un contrat avec une organisation dont les orientations sont difficiles à cerner et qui est loin d'être homogène car elle est la résultante de diverses personnalités et courants de pensée. Cela ne me gêne d'ailleurs pas, car cette organisation est conforme à mes aspirations, bien que je ne sois pas forcément en accord total et complet avec elle.

Mais à Grenoble, des groupes, minoritaires en général, ne se sentent pas exprimés par la Maison de la Culture. L'attitude de cette organisation, il faut le reconnaître, n'est pas absolument libérale, bien qu'elle me paraisse électorale. Mais lui serait-il possible d'embrasser à tous moments, toutes les réalités, tous les aspects de la personnalité locale et régionale ? Elle ne peut le faire que dans certaines limites et peu à peu.

A.F.U. : La Maison de la Culture de Grenoble est considérée comme orientée à gauche ; Grenoble est une ville « progressiste » ; comment la Maison de la Culture s'insère-t-elle dans ce milieu ?

D. BERAUD : C'est ma volonté plus que mon atavisme qui m'a rapproché de ces orientations. Je ne suis pas sûr que cela soit ma conviction profonde, mais j'y adhère, je dirais simplement par opportunité, mais dans le bon sens du terme (car il y en a un ; dire le contraire n'est que de l'hypocrisie). Je n'ai pas trouvé d'autre fonction sociale que celle de médiateur ; si je suis amené à travailler sur les deniers publics, cette fonction ne se justifie que dans une orientation de ce genre, c'est-à-dire démocratique, avec tout ce que cela peut parfois supposer d'illusions, d'utopies, de contradictions et d'erreurs.

A.F.U. : Posons le problème des structures idéologiques de votre environnement : le pays légal de la région (C.G.T., C.F.D.T., P.S.U., Dubedout...) vous permet-il un certain nombre de choses qui ne seraient peut-être pas acceptées dans un contexte plus « conservateur » ?

D. BERAUD : La théorie du pays légal/pays réel est intéressante ; je l'ai parfois saisie si j'en use dans un sens conforme à la pensée de Maurras, mais c'est une clé de base.

Je pense qu'il ne peut y avoir d'action de

partage du patrimoine sans entretenir et développer un dialogue cohérent avec les structures. Même si ces structures paraissent abusivement formalistes, voire artificielles, à certains moments ; je crois qu'historiquement tout pays légal est fondé sur une réalité dont il est la partie découverte.

Pour moi, quand elles sont syndicales, ces structures ont une importance majeure, car l'un des aspects prioritaires du patrimoine est qu'une part importante de celui-ci est dans un rapport d'ignorance ou d'indifférence avec les classes ouvrières.

Mais le P.C. et la C.G.T. notamment, posent à cette collaboration la condition de ne pas faire de « saute-mouton » (c'est-à-dire d'essayer de toucher directement les couches sociales en ignorant les structures « légales »).

Les structures peuvent être molles et facilement « perméables » ; à d'autres moments, on se heurte à elles. On est alors tenté de faire du « saute-mouton », de sortir de la concertation, et c'est parfois nécessaire. ACTA (il s'agit d'une association qui a relancé l'action culturelle avant la création de la Maison de la Culture de Grenoble) n'aurait jamais été fondée, s'il avait fallu attendre l'accord des syndicats, et des différentes structures sociales.

A.F.U. : Didier Béraud, vous sentez-vous libre ?

D. BERAUD : Je suis contraint d'une manière terrible. Dans mon genre de travail, l'arme essentielle, c'est la ruse... Mais la meilleure des ruses, c'est quelquefois, mais pas toujours, d'abattre son jeu et de jouer cartes sur tables, surtout lorsque les partenaires ne se gênent pas pour regarder par-dessus votre épaule.

réponse de Didier Béraud

1.- l'action culturelle entre le pays réel et le pays légal

Didier Béraud pose le problème du patrimoine culturel dont il constate l'importance : comme lui, nous ne le concevons pas comme la « propriété » de je ne sais quelle élite. Chaque groupe social, chaque région, chaque métier peuvent développer une culture propre. La richesse en ce domaine ne peut venir que de l'échange, c'est-à-dire, d'abord, de la diversité nécessaire à cet échange.

Pourtant, cette déclaration ne semble pas correspondre à la pratique des responsables de l'action culturelle, et particulièrement de la Maison de la Culture de Grenoble. La part laissée aux cultures populaires est infime par rapport à celle qui est laissée à la culture « savante » : la culture des intellectuels (les nouveaux clercs) ne peut-elle être assimilée à une sorte de cléricisme ? (plus de 50 % des adhérents à la Maison de la Culture sont des enseignants ou des enseignants).

Il y a quelques années, un colloque rassemblait tout ce que la France pouvait compter comme responsables et notables de l'action culturelle ; chacun, pendant trois jours, s'était répandu en déclarations populistes ou révolutionnaires... Je me souviendrai longtemps des remarques ironiques ou méprisantes de ces messieurs lorsqu'à la sortie d'une des séances, le hasard avait fait passer la fanfare d'une petite commune minière...

L'« avant-garde révolutionnaire » est-elle si différente du mandarinat classique, partisan d'une culture élitiste, puisqu'elle ne conçoit

l'action culturelle qu'en tant que culture-pour-libérer-le-peuple et non comme culture s'élaborant à partir des réalités populaires.

Les chansons de marins ou de forgerons, les danses, les coiffes et les costumes distinguant chaque village de ses voisins, les rites du compagnonnage, les fêtes corporatives, les académies animant les plus petites capitales provinciales, tout ce qui naguère donnait à chacun la possibilité de s'exprimer, de se situer, de dégager les significations de son activité, tout cela ne serait-il qu'une invention réactionnaire ?

Sans doute faut-il, à la décharge des militants culturels, constater la décrépitude des cultures populaires, devenues « folklore » archéologique, ne laissant face à la culture « savante » que des masses acculturées. Mais un maurassien se doit de passer du constat à l'analyse des causes du phénomène :

- la société industrielle sans contre-poids institutionnel, déracinant les populations ;
- les « mass-media » uniformisant les particularités culturelles ;
- le centralisme jacobin du régime républicain.

Didier Béraud affirme bien la nécessité d'une décentralisation culturelle, mais comment faire abstraction des conditions économiques et politiques de cette décentralisation ? La décentralisation culturelle ne se réduit qu'à une déconcentration si les centres de décisions politiques, économiques et sociaux demeurent centralisés.

Dans cette perspective, n'y a-t-il pas contradiction entre la volonté de décentraliser la culture, et celle, manifestée par Didier Béraud, de maintenir étroite la concertation avec un pays légal (Etat, bureaucraties syndicales et politiques, etc...) qui ne tire l'essentiel de son pouvoir que de l'éloignement des centres de décision des réalités sur lesquelles ils s'appliquent ? N'est-ce pas, au contraire, en jouant au « saute-mouton » avec les structures officielles que l'on peut espérer créer les conditions de naissance d'une culture populaire ?

Nous comprenons, bien sûr, combien est étroite la marge de manœuvre du Directeur d'une Maison de la Culture dont le financement est assuré principalement par des subventions de l'Etat et d'une municipalité « P.S.U. », et dont le Conseil d'Administration est en grande partie colonisé par les satellites du Parti Communiste. Cette marge de manœuvre définit les limites mêmes de l'institution et explique pourquoi, au-delà des sages « audaces » idéologiques, la Maison de la Culture ne peut sans difficultés sortir d'un certain conformisme pour, selon l'expression de Didier Béraud, « embrasser toutes les réalités ».

2.- relecture et tradition

Le Directeur de la Maison de la Culture aborde d'autre part le problème de la tradition, c'est-à-dire de la transmission du patrimoine. Tout en témoignant de son attachement à certains aspects concrets du patrimoine (la culture régionale, par exemple), il craint qu'un respect trop scrupuleux de ce patrimoine culturel ne « gèle » les possibilités de création.

Cette façon de poser le problème rejoint toutes les fausses oppositions qui empoisonnent l'intelligence : « ordre ou progrès », « liberté ou autorité », « enracinement ou universalité ».

Réglons donc son compte au stéréotype qui fait de la tradition le synonyme d'un conservatisme crispé sur le passé. Le patrimoine (l'héritage) ne reste vivant qu'autant qu'il est transmis, c'est-à-dire, intégré dans la vie des héritiers et porteur des valeurs d'avenir. Le traditionaliste ne considère pas le passé dans ce qu'il a de passé, de mort, mais dans ce qu'il a de vivant, transmissible ; c'est pourquoi il ne saurait demeurer passif devant l'héritage : « La tradition est critique ».

Sous cet angle, le concept de « re-lecture » (ou pour un metteur en scène de théâtre, de

re-création) me semble particulièrement éclairant. C'est le lecteur, qui est le principal acteur de la tradition ; c'est par sa lecture, (ou sa re-lecture) que l'œuvre demeure vivante. C'est parce que chaque génération lui prête sa vie, qu'en retour l'œuvre, comme un souffle, anime et relie la suite des générations. D'ailleurs on considère trop exclusivement la tradition comme liée à la dimension historique (probablement parce que l'histoire a dominé un XIX^e siècle en quête de son identité).

Que ce soit pour l'ethnologue qui cherche à comprendre une autre ethnie, le traducteur d'un poème, l'éducateur qui propage un savoir, toute communication pose le problème de la tradition. Par quelle « transmission » (c'est-à-dire traduction) l'Autre ne me restera pas un étranger ?

Sans doute, toute re-lecture est-elle subjective, et si pour une part, le lecteur « reconstitue » l'œuvre, chaque génération ne reçoit que le patrimoine qu'elle mérite : Nietzsche, Pierre Louys, Freud ou Maurras ne reçoivent pas le même « héritage grec ».

Faut-il pour autant admettre que tout est permis, que toutes les re-lectures sont légitimes ?

Les re-lectures qui ne jettent pas un pont entre les générations et les cultures, qui enferment les autres dans leur statut d'étranger, me semblent illégitimes, non traditionnelles.

Il y a d'une part, la re-lecture de l'embaumeur, le psittacisme dévot, le regard de l'archéologue, tout ce qui cherche à figer la vie de l'œuvre sous le masque funéraire, à l'enfermer dans un musée prestigieux. (cf. Maurras critiquant Chateaubriand et sa nostalgie des ruines et de la mort dans *Trois idées politiques*). On peut assimiler à cette re-lecture, celle d'un certain romantisme à la recherche du pittoresque, des sensibilités particulières d'un lieu ou d'une époque, une re-lecture qui ne met pas l'accent sur l'aspect essentiel, universel, de l'œuvre (celui qui est transmissible) mais sur son exotisme (c'est-à-dire son caractère étranger, intransmissible). Ainsi la Comédie des Alpes va-t-elle jouer « La Dévotion à la Croix » comme un drame barbare : par le jeu outré, les costumes et la musique, on recherchera à provoquer un petit frisson d'exotisme, dénaturant la signification chrétienne de la pièce de Calderon.

Il y a d'autre part les re-lectures vandales, négatrices, par lesquelles l'œuvre n'est qu'un objet à subvertir ; soit que l'œuvre reste comme prétexte (« puisque les spectateurs s'obstinent à aller voir du Molière, on leur annonce du Molière et on leur montre autre chose ») ; soit que l'essentiel même du spectacle consiste en la démolition systématique de l'œuvre. C'est la « re-lecture » de Rome par Néron : le spectacle est d'autant plus grandiose que grande est l'œuvre que l'on démolit. Ce type d'agression n'est pas en soi un lien comme l'affirme Didier Béraud, même s'il suppose l'existence de ce lien avec l'œuvre, l'agression ne se confond pas avec l'objet agressé.

Re-lecture d'embaumeur ou re-lecture de vandale, quelles que soient les intentions, témoignent d'une société incapable d'enraciner son identité. Notre génération, acculturée par ces ruptures, n'est plus alors passible que du critère de la mode : une œuvre est « dans le vent », voire « d'avant-garde », ou bien elle est « dépassée ». Quand on ne chante plus les chants du village ou du métier, il faut bien se raccrocher à la chanson de la semaine que diffuse la radio. Quand on perd le vêtement régional, le costume de fonction, ou même l'uniforme, on tombe inévitablement sous le joug de la mode obsolète des couturiers ; on ne peut fixer son identité que dans les variations de la modernité.

L'idéologie de la rupture, à laquelle participe la Maison de la Culture, n'est-elle pas en réalité la phraséologie justificatrice de la société de consommation qui fait du gadget et de la mode le fin du fin de la production culturelle ?

Yves CARRE

Jeanne d'arc et la lutte de libération nationale

La Nouvelle Action française du 26 Avril annonçait : vers la lutte de libération nationale. C'est évident : nous serons amenés dans les mois et les années à venir à mobiliser l'opinion du pays, à constituer un vaste mouvement de résistance populaire pour barrer la route à l'entreprise d'asservissement qui à terme met en cause l'existence même de notre communauté nationale.

Certains diront : ce n'est pas nouveau. Ce n'est pas la première fois, en effet, que la France est asservie, que l'ennemi occupe son territoire. Il y a trente ans, nous avons connu cela, et il s'en est fallu de peu que les hordes nazies fassent disparaître jusqu'à l'âme de ce pays. Il est vrai que la liberté pour un peuple est toujours à défendre, à reconquérir.

Au XIV^e siècle, c'était l'Anglais qui nous occupait. La trahison rôdait partout. La situation était si grave que l'on pouvait croire la partie perdue pour la France. Le dauphin Charles n'est plus que le petit roi de Bourges et doute de sa propre légitimité. Pour les habiles et les sceptiques, une page est tournée. L'histoire de France a pris fin.

Il faudra une fille du peuple pour se dresser contre les prétendues fatalités de l'histoire, galvaniser les énergies, rendre confiance au roi, décréter qu'il faut bouter l'Anglais hors de France, mener le dauphin à Reims. La guerre de libération nationale est commencée. Et le martyre de Jeanne n'empêchera pas cette entreprise, bien au contraire, d'être menée jusqu'à la victoire totale.

Lorsqu'on a la grâce dans l'histoire d'un peuple d'avoir une telle héroïne nationale dont l'héroïsme va jusqu'à la cime de toutes les vertus, on serait fou de se casser la tête pour chercher un modèle ou une intercession aux quatre coins de la planète. La Nouvelle Action française demeure sous la garde de

Jeanne, tout comme l'A.F. des origines, et elle imposera son culte et sa fête. Non pas pour sacrifier à un rite routinier, recommencer ce qui a toujours été fait, mais pour rendre au peuple français la fierté de son histoire, de sa tradition, de son identité.

Nous n'avons pas la vocation morbide de constituer le dernier carré, le petit groupe de mainteneurs qui au milieu de l'indifférence garderaient la petite flamme prête à s'éteindre. Célébrer Jeanne d'Arc n'intéresse la N.A.F. qu'en tant que sa fête est pour le peuple français l'occasion de son réveil, de sa résurrection.

Car l'ennemi n'est plus l'Anglais ou l'Allemand. Il ne ressemble pas à l'ennemi classique, à l'envahisseur armé. Ses propos sont pacifiques. Ils en appellent du progrès à l'évolution, de l'expansion au grand marché. Ils promettent la prospérité et la paix qui viendront d'un refus délibéré d'un passé qui (dixit J.J. S.S.) est tout entier affreux. Hier donc, c'était la pénurie, demain viendra l'abondance grâce à une Europe qui effacera définitivement les querelles absurdes et moyenâgeuses des nations historiques.

L'ennemi a donc visage d'agneau. Mais il n'en est pas moins loup. Le lecteur d'A.F.U. le connaît. Depuis des années son journal l'a démasqué. Il y a plus d'un an, un numéro était entièrement consacré à la nouvelle bourgeoisie, cette classe qui tente de confisquer tous les pouvoirs et d'organiser la société conformément à sa rationalité bureaucratique et technocratique. Son projet politique, économique vise ainsi d'une façon impérative à dissoudre la nation et à détruire la souveraineté de son Etat, dans la mesure où ils représentent les principaux obstacles à sa réussite.

La menace dénoncée par nous depuis des années est devenue aujourd'hui plus immi-



nente. Les héritiers du pouvoir gaulliste tentent de changer les perspectives du général, hostile à la supranationalité. Pompidou a voulu avec son référendum redonner vigueur à sa majorité et à sa politique en reprenant la logomachie européiste. Voilà abandonnées totalement les perspectives planétaires du général qui avaient au moins ce mérite d'être conformes au génie français.

La trahison est donc patente. On veut confisquer à ce peuple sa liberté. On veut anéantir sa personnalité dans le grand fourre-tout européen, qui n'est qu'un superprisunic de consommation.

Il importe donc de mobiliser le peuple français pour qu'il se libère du carcan qu'on veut lui imposer. Dans ces perspectives, la mémoire de ses luttes passées contre l'envahisseur doit être avivée. Jeanne d'Arc constitue donc la suprême référence, dans cette volonté de ne pas prendre son parti de la disparition du pays.

Notre seul regret à l'approche de sa fête est que celle-ci ne soit pas suffisamment populaire, qu'elle se fasse en dehors du grand peuple de Paris. Mais cela viendra. D'ici peu de temps Jeanne d'Arc libératrice de la patrie sera célébrée par la foule innombrable de ceux qui refusent l'anéantissement national.

Cela viendra si nous savons dès maintenant ressusciter le culte de Jeanne dans le cœur des Français et manifester notre résolution absolue de la Concorde aux Pyramides.

Gérard LECLERC

dimanche 14 mai à 9 h. 30
tous Place M. Barrès - Rue St-Honoré - Métro Concorde

contre les lycées caserne

pour un "art de vivre" lycéen

LYCEENS - rejoignez l'U.N.L.A.C.

Union Nationale lycéenne d'Action Corporative - B.P. 240 - 75-024 - Paris - Cedex 01